

**Zeitschrift:** Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne  
**Herausgeber:** Chancellerie d'État du canton de Berne  
**Band:** 1 (1901)

**Rubrik:** Juin 1901

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Arrêté du Conseil fédéral

18 juin  
1901.

modifiant

**l'article 148 du règlement d'exécution pour la loi fédérale sur les douanes (extension du délai de retour de récipients vides).**

---

**Le Conseil fédéral suisse,**

Sur la proposition de son Département des finances et des douanes,

*arrête :*

1. L'article 148 du règlement d'exécution du 12 février 1895 (*Recueil officiel*, n. s., XV, 23) pour la loi fédérale sur les douanes est modifié et reçoit la teneur suivante.

**Les fûts vides marqués, les sacs et autres vases marqués sont admis en franchise :**

- a. lorsqu'ils entrent en Suisse pour être renvoyés pleins à l'expéditeur ou pour être réexportés pleins à une autre destination pour le compte de l'expéditeur ;
- b. lorsqu'ils reviennent au premier expéditeur en Suisse, après avoir été exportés pleins.

18 juin      Dans les deux cas, le retour de ces réipients doit  
1901      avoir lieu dans le délai de douze mois (*auparavant six mois*).

(Les quatre autres alinéas ne subissent aucun changement.)

2. Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Berne, le 18 juin 1901.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,*  
BRENNER.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

---

# Loi fédérale

29 mars  
1901.

complétant

**celle du 28 juin 1878 sur la taxe d'exemption  
du service militaire.**

---

**L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,**

Vu l'article 18 de la Constitution fédérale;

Vu le message du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> juin 1898,

*décrète :*

**Article premier.** Celui qui, par sa faute et nonobstant deux sommations successives de l'autorité militaire, ne paie pas la taxe d'exemption du service militaire est puni, par le juge pénal, d'un à dix jours d'arrêts de police.

Le juge peut en outre prononcer la privation du droit de vote ou l'interdiction de fréquenter les auberges. Ces deux peines ne peuvent excéder deux ans.

La sommation de payer doit contenir la mention de la peine prescrite par la loi et la commination de renvoi au juge pénal.

La procédure appartient aux cantons.

La peine n'éteint pas l'obligation de payer la taxe due.

Il ne peut être prononcé qu'une condamnation pour le non-paiement d'une même contribution.

29 mars      **Art. 2.** Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque à laquelle elle entrera en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats,

*Berne, le 28 mars 1901.*

*Le Président, LEUMANN.*

*Le Secrétaire, SCHATZMANN.*

Ainsi arrêté par le Conseil national,

*Berne, le 29 mars 1901.*

*Le Président, BÜHLMANN.*

*Le Secrétaire, RINGIER.*

---

**Le Conseil fédéral arrête :**

La loi fédérale ci-dessus, publiée le 3 avril 1901, sera insérée dans le *Recueil des lois de la Confédération* et entre immédiatement en vigueur.

*Berne, le 6 juillet 1901.*

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,  
BRENNER.*

*Le Chancelier de la Confédération,  
RINGIER.*

---

## Convention additionnelle

3 février  
1899.

à la

### Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer.

Conclue le 16 juin 1898.

En vigueur à partir du 10 octobre 1901.

---

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Après avoir vu et examiné la convention additionnelle à la convention du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer, conclue sous réserve de ratification, à Paris, le 16 juin 1898, par les plénipotentiaires de la Suisse et des Etats faisant partie de cette union, convention additionnelle qui a été approuvée par le Conseil des Etats le 15 décembre 1898 [et par le Conseil national le 22 du même mois et dont la teneur suit :

*Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, agissant également au nom de Son Altesse Sérénissime le*

3 février Prince de Liechtenstein, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa 1899. Majesté le Roi de Danemark, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et en son nom Sa Majesté la Reine régente du Royaume, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Conseil fédéral de la Confédération suisse ayant jugé utile d'apporter certaines modifications aux dispositions de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer et à l'arrangement y relatif du 16 juillet 1895, ont décidé de conclure à cet effet une Convention additionnelle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

**Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,  
Roi de Prusse :**

Son Excellence le Comte *de Münster*, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française ;

**Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc.,  
et Roi Apostolique de Hongrie :**

Son Excellence le Comte *de Wolkenstein-Trostburg*, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française ;

**Sa Majesté le Roi des Belges :**

M. le Baron *d'Anethan*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;

**Sa Majesté le Roi de Danemark :**

3 février

1899.

M. *de Hegermann-Lindencrone*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française;

**Le Président de la République française :**

Son Excellence M. Gabriel *Hanotaux*, Ministre des affaires étrangères de la République française;

**Sa Majesté le Roi d'Italie :**

Son Excellence le Comte *Tornielli Brusati di Vergano*, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française;

**Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg :**

M. *Vannerus*, Chargé d'affaires du Luxembourg à Paris;

**Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom,  
Sa Majesté la Reine Régente du Royaume :**

M. le Chevalier *de Stuers*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française;

**Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :**

Son Excellence le Prince *Ouroussoff*, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française;

**Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :**

M. *Lardy*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Président de la République française;

3 février      Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pou-  
1899.      voirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les ar-  
ticles ci-après.

Article premier.

La Convention internationale du 14 octobre 1890 est modifiée comme il suit :

I. — Art. 6. Il est ajouté à la lettre *l* un 4<sup>e</sup> alinéa ainsi conçu :

„Si la gare d'expédition a choisi une autre voie, elle doit en aviser l'expéditeur.“

II.—Art. 7.

Le 4<sup>e</sup> alinéa aura la teneur suivante :

„Les dispositions réglementaires fixeront la surtaxe qui, en cas de déclaration inexacte du contenu ou d'indication d'un poids inférieur au poids réel, ainsi qu'en cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, devra être payée aux chemins de fer ayant pris part au transport, sans préjudice, s'il y a lieu, du paiement complémentaire de la différence des frais de transport et de toute indemnité pour le dommage qui en résulterait, ainsi que de la peine encourue en vertu des dispositions pénales ou des règlements de police.“

Il est en outre ajouté un 5<sup>e</sup> alinéa ainsi conçu :

„La surtaxe n'est pas due :

- a.* En cas d'indication inexacte du poids, lorsque le pesage par le chemin de fer est obligatoire d'après les prescriptions en vigueur à la station expéditrice.
- b.* En cas d'indication inexacte du poids ou de surcharge d'un wagon, lorsque l'expéditeur a demandé

dans la lettre de voiture que le pesage soit effectué par le chemin de fer.

3 février  
1899.

c. En cas de surcharge occasionnée, au cours de transport, par des influences atmosphériques, si l'expéditeur prouve qu'il s'est conformé, en chargeant le wagon, aux prescriptions en vigueur à la station expéditrice.“

III.—Art. 12. Le 4<sup>e</sup> alinéa aura la teneur suivante:

„En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreurs de calcul dans la fixation des frais de transport et des frais accessoires, la différence en plus ou en moins devra être remboursée. L'action en rectification est prescrite par un an à partir du jour du paiement, lorsqu'il n'est pas intervenu entre les parties une reconnaissance de la dette, une transaction ou un jugement. Les dispositions contenues dans l'article 45, alinéas 3 et 4, sont applicables à la prescription mentionnée ci-dessus. La disposition de l'alinéa 1 de l'article 44 ne s'applique pas dans ce cas.“

IV.—Article 13. Le 1<sup>er</sup> alinéa aura la teneur suivante:

„L'expéditeur pourra grever la marchandise d'un remboursement jusqu'à concurrence de sa valeur. Le remboursement peut être refusé pour les marchandises dont le prix de transport peut être réclamé d'avance par le chemin de fer (art. 12, alinéa 2).“

V.—Article 15. Le 1<sup>er</sup> alinéa aura la teneur suivante:

„L'expéditeur a seul le droit de disposer de la marchandise, soit en la retirant à la gare de départ, soit en l'arrêtant en cours de route, soit en la faisant déli-

3 février vrer, au lieu de destination, ou en cours de route, ou 1899. encore à une station située soit au delà du point de destination, soit sur un embranchement, à une personne autre que celle du destinataire indiqué sur la lettre de voiture. Le chemin de fer peut à son gré, à la demande de l'expéditeur, accepter des dispositions ultérieures tendantes à l'établissement, à l'augmentation, à la diminution ou au retrait de remboursements, ou bien à l'affranchissement des envois. Des dispositions ultérieures autres que celles indiquées ci-dessus ne sont pas admises.“

VII. — Art. 26. Le 2<sup>e</sup> alinéa aura la teneur suivante :

„Si le duplicata n'est pas représenté par l'expéditeur, celui-ci ne pourra intenter l'action que si le destinataire l'a autorisé à le faire, à moins qu'il n'apporte la preuve que le destinataire a refusé la marchandise.“

VIII. — Art. 31. Les chiffres 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> auront la teneur suivante :

„1<sup>o</sup> De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu des prescriptions des tarifs ou de conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, sont transportées en wagons découverts,

„en tant que l'avarie sera résultée du danger inhérent à ce mode de transport;

„3<sup>o</sup> De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu des prescriptions des tarifs ou des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, en tant que de telles conventions sont autorisées sur le territoire de l'Etat où elles sont appliquées, ont été chargées par l'expéditeur ou déchargées par le destinataire,

„en tant que l'avarie sera résultée du danger inhé- 3 février  
rent à l'opération du chargement et du déchargement, 1899.  
ou d'un chargement défectueux;

„6<sup>o</sup> De l'avarie survenue aux marchandises et bestiaux dont le transport, aux termes des tarifs ou des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, ne s'effectue que sous escorte,

„en tant que l'avarie est résultée du danger que l'escorte a pour but d'écartier.“

VIII. — Art. 36. Le 1<sup>er</sup> alinéa sera complété par l'adjonction suivante :

„Il sera donné acte par écrit de cette réserve.“

IX. — Art. 38. Dans le 2<sup>e</sup> alinéa, les mots „que l'expéditeur aura à payer“ seront remplacés par les mots „qui devra être payée.“

X. — Art. 40. Les mots „délai de transport“ seront, dans le texte français, remplacés partout par les mots „délai de livraison“.

XI. — Art. 44. Le mot „sept“ qui figure au chiffre 2 sera remplacé par le mot „quatorze“.

XII. — Art. 45. Cet article sera complété par l'adjonction d'un 4<sup>e</sup> alinéa, ainsi conçu :

„En cas de réclamation écrite, adressée au chemin de fer par l'ayant droit, la prescription cesse de courir tant que la réclamation est en suspens. Si la réclamation est repoussée, la prescription reprend son cours à partir du jour où le chemin de fer a notifié par écrit sa réponse au réclamant et restitué les pièces justifica-

3 février tives qui auraient été jointes à la réclamation. La preuve 1899. de la réception de la réclamation ou de la réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge de celui qui invoque ce fait. Les réclamations ultérieures adressées au chemin de fer ou aux autorités supérieures ne suspendent pas la prescription.“

### Art. 2.

Les dispositions réglementaires de la Convention du 14 octobre 1890 et leurs annexes sont modifiées comme il suit:

#### I. — § 2.

Le 1<sup>er</sup> alinéa aura la teneur suivante:

„Sont obligatoires pour les lettres de voiture internationales les formulaires prescrits par l'annexe 2. Ces formulaires doivent être imprimés pour la petite vitesse sur papier blanc, pour la grande vitesse sur papier blanc avec une bande rouge au bord supérieur et au bord inférieur, au recto et au verso. Les lettres de voiture seront certifiées conformes aux prescriptions de la présente Convention par l'apposition du timbre d'un chemin de fer ou d'un groupe de chemins de fer du pays expéditeur.“

Au 3<sup>e</sup> alinéa, les mots „der geschriebenen Worte“ qui figurent dans le texte allemand seront supprimés.

Il est ajouté un 8<sup>e</sup> et un 9<sup>e</sup> alinéa ainsi conçus:

„Il est permis d'insérer dans la lettre de voiture, mais à titre de simple information et sans qu'il en résulte ni obligation, ni responsabilité pour le chemin de fer, les mentions suivantes:

„Envoi de N. N.“

3 février

1899.

„Par ordre de N. N.“

„A la disposition de N. N.“

„Pour être réexpédié à N. N.“

„Assuré auprès de N. N.“

„Ces mentions ne peuvent s'appliquer qu'à l'ensemble de l'expédition et doivent être insérées au bas du verso de la lettre de voiture.“

## II. § 3. Ce paragraphe aura la teneur suivante:

„Lorsque des marchandises désignées au 4<sup>o</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> et dans l'annexe 1 auront été remises au transport avec une déclaration inexacte ou incomplète, ou que les prescriptions de sûreté indiquées dans l'annexe 1 n'auront pas été observées, la surtaxe sera de 15 francs par kilogramme du poids brut du colis entier.

„Dans tous les autres cas, la surtaxe prévue par l'article 7 de la Convention pour déclaration inexacte du contenu d'une expédition sera de 1 franc par lettre de voiture, lorsque cette déclaration ne sera pas de nature à entraîner une réduction du prix de transport; sinon, elle sera du double de la différence entre le prix de transport du contenu déclaré et celui du contenu constaté, calculé du point d'expédition au point de destination, et en tout cas elle sera au minimum de 1 franc.

„En cas d'indication d'un poids inférieur au poids réel d'une expédition, la surtaxe sera le double de la différence entre le prix de transport du poids déclaré et celui du poids constaté, depuis le point d'expédition jusqu'au point de destination.

„En cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, la surtaxe sera de 6 fois le prix de transport

3 février du poids dépassant la charge permise, du point d'expédition au point de destination. Lorsqu'il y aura en même temps indication d'un poids inférieur au poids réel et surcharge, la surtaxe pour indication d'un poids inférieur au poids réel et la surtaxe afférente à la surcharge seront perçues cumulativement.

„La surtaxe pour surcharge (alinéa 4) est perçue :

- a. En cas d'emploi de wagons qui ne portent qu'une seule inscription indiquant le poids du chargement qu'ils peuvent recevoir, lorsque le *poids normal de chargement* ou la *capacité de chargement* indiqué est dépassé de plus de 5 % lors du chargement.
- b. En cas d'emploi de wagons portant deux inscriptions, dont l'une se rapporte au *poids normal de chargement (Ladegewicht)*, et l'autre au *poids maximum de chargement (Tragfähigkeit)*, lorsque la surcharge dépasse d'une manière quelconque le poids maximum de chargement.“

III. — § 4. Ce paragraphe sera complété par un 2<sup>e</sup> alinéa ainsi conçu :

„Lorsqu'un expéditeur a l'habitude d'expédier, à la même station, des marchandises de même nature nécessitant un emballage et que ces marchandises sont remises sans emballage ou avec un emballage présentant toujours les mêmes défauts, il peut, à la place de la déclaration spéciale à chaque expédition, se servir, une fois pour toutes, du formulaire de déclaration général prévu à l'annexe 3a. Dans ce cas, la lettre de voiture doit contenir, en sus de la reconnaissance prévue à l'alinéa 2 de l'article 9, la mention de la déclaration générale remise à la station expéditrice.“

IV. — § 5. Le paragraphe 5 des Dispositions réglementaires se rapportant à l'article 13 de la Convention est supprimé; il est remplacé par un nouveau paragraphe 5 visant l'article 12 de ladite Convention et ainsi conçu:

„La station expéditrice devra spécifier, dans le duplicata de la lettre de voiture, les frais perçus en port payé inscrits par elle dans la lettre de voiture.

„La production du duplicata de la lettre de voiture suffit pour introduire la réclamation prévue à l'article 12, alinéa 4, de la Convention, lorsque les frais de transport ont été liquidés au moment de la remise de la marchandise au transport.“

V. — § 9. Les alinéas 2 et 3 auront la teneur suivante:

„Dans ce cas, il est permis de percevoir une taxe supplémentaire calculée par fraction indivisible de 10 fr. et de 10 kilomètres, qui ne pourra pas dépasser 0 fr. 025 par 1,000 francs et par kilomètre, sur le montant réel de la somme déclarée.

„Le minimum de la perception est fixé à 0 fr. 50 pour le parcours total.“

VI. — Annexe 1 des Dispositions réglementaires. Le texte français recevra les modifications suivantes:

N° I. Remplacer: 0,<sub>06</sub> mètre cube par 60 décimètres cubes.

N° III.            1,<sub>2</sub> mètre cube.    1 mètre cube, 200 décimètres cubes.

N° VIIIa.        par 1,<sub>55</sub> litre. .    pour 1 litre 55 centilitres.

                    15,<sub>50</sub> litres . .    15 litres, 50 centilitres.

N° X.            par 0,<sub>825</sub> litre.    pour 825 millilitres.

3 février 1899.	Remplacer: 0,015 mètre par 0,010 mètre . .	15 millimètres. 10 millimètres.
N° XXXVIII.	2,5 kilogrammes	2 kilogrammes, 500 grammes.
	1,2 mètre cube	1 mètre cube, 200 décimètres cubes.
N° XLII.	1,2 mètre cube	1 mètre cube, 200 décimètres cubes.
N° XLIII.	0,5 gramme . .	50 centigrammes.
	0,5 mètre cube	500 décimètres cubes.
N° XLIV.	par 1,34 litre .	pour 1 litre 34 centilitres.
	13,40 litres . .	13 litres 40 centilitres
	par 1,86 litre .	pour 1 litre 86 centilitres.
	par 0,9 litre .	pour 90 centilitres.
	par 0,8 litre .	pour 80 centilitres.

VII. — Annexe 1. Le chiffre XII est modifié comme il suit:

„La chaux d'épuration du gaz (chaux verte) n'est transportée que dans des wagons découverts.“

Annexe 1. Le texte français du premier paragraphe du 3<sup>e</sup> du n° XXVII est modifié ainsi qu'il suit:

„De renoncer à toute indemnité pour avaries et pertes soit des récipients, soit de leur contenu, résultant du transport dans des récipients fermés hermétiquement.“

VIII.— Annexe 2. Outre la modification visée par l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 2 des Dispositions réglementaires (chiffre 1 ci-dessus), le formulaire de la lettre de voiture et du duplicata est modifié comme suit:

## TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.

## DUPPLICATA DE LA LETTRE DE VOITURE.

(Formulaire I.)    **Petite vitesse.**    (Papier blanc)

(Formulaire II.) **Toute vitesse.** (Papier blanc.)  
(Formulaire II.) **Grande vitesse.** (Papier blanc, avec bande rouge aux bords supérieur et inférieur, au recto et au verso.)

M<sup>(2)</sup>

Vous receverez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'à celles des règlements et tarifs des chemins de fer ou unions de chemins de fer qui sont applicables au présent envoi.

(\*) Nom et adresse du destinataire (ville, station correspondante, rue, numéro, pays). Mentionner, pour les envois à destination de la France ou de l'Italie, si la marchandise est livrable en gare ou à domicile.

© 2010 Pearson Education, Inc. All Rights Reserved. May not be reproduced without permission from the publisher.

Timbre de contrôle du chemin de fer.

M

Vous recevrez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'a celles des règlements et tarifs des chemins de fer ou unions de chemins de fer qui sont applicables au présent envoi.

(3) Nom et adresse du destinataire (ville, station correspondante, rue, numéro, pays). Mentionner, pour les envois à destination de la France ou de l'Italie, si la marchandise est livrable en gare ou à domicile.

Digitized by srujanika@gmail.com

FRAIS PERCUS.	NOTE.	UNITE DE TAXE POUR 100 KILOGR.	A PERCEVOIR.	FRAIS PERCUS.	NOTE.	UNITE DE TAXE POUR 100 KILOGR.	A PERCEVOIR	TIMBRES DES STATIONS DE TRANSIT et justification des détails supplémentaires.
	Débours . . .				Report . . . .			
	Remboursements . . .				Frais de transport jusqu'à . . .			
	Provision . . .				Taxe supplémentaire pour la déclaration représentant l'intérêt à la livraison . . .			
	Frais de transport jusqu'à . . .				Frais de transport jusqu'à . . .			
	Taxe supplémentaire pour la déclaration représentant l'intérêt à la livraison . . .				Taxe supplémentaire pour la déclaration représentant l'intérêt à la livraison . . .			
	Frais de transport jusqu'à . . .				Frais de transport jusqu'à . . .			
	Taxe supplémentaire pour la déclaration représentant l'intérêt à la livraison . . .				Taxe supplémentaire pour la déclaration représentant l'intérêt à la livraison . . .			
	A reporter . . . .							

„1<sup>o</sup> Une première rubrique sera introduite pour indiquer la capacité de chargement ou, le cas échéant, la surface de plancher du wagon employé

3 février 1899.

pour le transport, lorsqu'il s'agit d'expéditions par wagons complets.

„2<sup>o</sup> Il sera inséré un *nota* d'après lequel l'expéditeur aura à inscrire dans la lettre de voiture les numéros des wagons chargés par ses soins.

„3<sup>o</sup> Le verso du duplicata recevra une partie imprimée identique au verso de la lettre de voiture.“

En conséquence, l'annexe 2 des Dispositions réglementaires est remplacée par la nouvelle annexe 2 ci-jointe.

„Il est imparti un délai d'une année, à dater de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, pendant lequel les lettres de voiture et les duplicata conformes au modèle de 1890 pourront encore être employés dans le trafic international. Ce délai expiré, les lettres et duplicata établis d'après le nouveau formulaire seront seuls admis.“

IX. — Il sera ajouté au paragraphe 4 des Dispositions réglementaires une annexe 3<sup>a</sup> ainsi conçue:

3 février  
1899.

### **Annexe 3 a.**

## Déclaration générale.

Le bureau de marchandises du chemin de fer .....  
..... sur ma (notre) demande, accepte au transport toutes les marchandises, ci-après désignées, qui à partir de ce jour lui seront remises par moi (nous) dans ce but, savoir :

Je (nous) reconnais(sons) formellement par la présente que ces marchandises ont été remises au transport sans emballage\*)

avec un emballage défectueux, notamment:\*

en tant qu'il aura été fait mention de cette déclaration générale dans la lettre de voiture respective.

, le ..... 19

\* On rayera, selon le conditionnement de la marchandise, les mots „sans emballage“ ou „avec un emballage défectueux, notamment.“

X. — Annexe 4. Cette annexe est modifiée ainsi 3 février  
qu'il est indiqué ci-après : 1899.

Annexe 4.

Disposition ultérieure.

, le ..... 19.....

La gare de ..... du chemin de fer  
de ..... est priée de ne pas livrer au desti-  
nataire M ..... à .....  
désigné dans la lettre de voiture du ..... 19.....  
l'expédition ci-après spécifiée :

Marques et numéros	Nombre	Nature de l'emballage	Désignation de la marchandise	Poids en kilogr.

mais de

1° La faire retourner à mon adresse.

2° L'envoyer à M ..... à .....  
station du chemin de fer de .....

3 février  
1899.

- 3<sup>o</sup> Livrer seulement contre paiement du montant du remboursement, soit  (En toutes lettres).
- 4<sup>o</sup> Ne pas livrer contre paiement du remboursement indiqué dans la lettre de voiture, mais d'un remboursement de  (En toutes lettres.)
- 5<sup>o</sup> Livrer sans recouvrer le montant du remboursement.
- 6<sup>o</sup> Livrer *franco*.

(Signature).

*Observation.* — On rayera la disposition qui ne convient pas à chaque cas particulier.

### Article 3.

Le protocole du 14 octobre 1890 est modifié comme il suit:

I. — Le 1<sup>er</sup> alinéa du 1<sup>o</sup> sera complété par l'addition suivante:

„Si les lignes intermédiaires de transit ne sont pas exploitées par une administration de cet Etat, les Gouvernements intéressés peuvent néanmoins convenir, par des arrangements particuliers, de ne pas considérer comme internationaux les transports dont il s'agit.“

II. — Il est ajouté un alinéa 5<sup>o</sup> de la teneur suivante:

„Au sujet de l'article 60, il est entendu que la Convention internationale engage chaque Etat contractant pour une durée de trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur et pour de nouvelles périodes successives de trois années, tant qu'un Etat n'aura pas annoncé aux autres Etats, un an au plus tard avant l'ex-

piration de l'une de ces périodes, son intention de se 3 février  
retirer de la Convention.“ 1899.

Article 4.

La présente Convention additionnelle aura la même durée et vigueur que la Convention du 14 octobre 1890 \*, dont elle devient partie intégrante. Elle sera ratifiée et le dépôt des ratifications aura lieu aussitôt que faire se pourra, dans la forme adoptée pour la Convention elle-même et les actes additionnels à ladite Convention. Elle entrera en vigueur trois mois après ce dépôt.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention additionnelle, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en dix exemplaires, le 16 juin 1898.

*Pour l'Allemagne :* (L. S.) Münster.

*Pour l'Autriche-Hongrie :* (L. S.) A. Wolkenstein.

*Pour la Belgique :* (L. S.) Baron d'Anethan.

*Pour le Danemark :* (L. S.) J. Hegermann-Lindencrone.

*Pour la France :* (L. S.) G. Hanotaux.

*Pour l'Italie :* (L. S.) G. Tornielli.

*Pour le Luxembourg :* (L. S.) Vannerus.

*Pour les Pays-Bas :* (L. S.) A. von Stuers.

*Pour la Russie :* (L. S.) L. Ouroussoff.

*Pour la Suisse :* (L. S.) Lardy.

*Déclare* que la Convention additionnelle ci-dessus a été ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse et en tant que cela dépend d'elle, d'observer cette convention consciencieusement et en tout temps.

---

\* Voir *Recueil officiel fédéral*, nouvelle série, XIII. 61.

3 février      *En foi de quoi*, la présente ratification a été signée  
1899. par le Président et le Chancelier de la Confédération  
suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à *Berne*, le trois février mil huit cent  
quatre-vingt dix-neuf. (3 février 1899.)

Au nom du Conseil fédéral suisse:

*Le Président de la Confédération,*

(L. S.)                            MÜLLER.

*Le Chancelier de la Confédération,*

RINGIER.

---

### Procès-verbal de signature.

---

Les soussignés, plénipotentiaires des Etats qui ont  
signé la Convention internationale du 14 octobre 1890,  
sur le transport de marchandises par chemin de fer, ou  
qui y ont adhéré, se sont réunis aujourd’hui, le 16 juin  
1898, au Ministère des affaires étrangères, pour procé-  
der à la signature de la Convention additionnelle audit  
acte international dont les termes ont été arrêtés entre  
leurs gouvernements respectifs.

Après avoir collationné les instruments diplomatiques  
de ladite Convention additionnelle, qui ont été préparés  
en nombre égal à celui des Etats contractants, ils ont  
constaté que ces actes étaient en bonne et due forme et  
y ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Un texte allemand est annexé au présent procès-ver-  
bal et il est entendu que ce texte aura la même valeur

que le texte français en tant qu'il s'agit de transports <sup>3 février</sup> par chemins de fer intéressant un pays où l'allemand est <sup>1899.</sup> employé exclusivement ou à côté d'autres langues comme langue d'affaires.

Fait à Paris, en dix exemplaires, le 16 juin 1898.

(Suivent les signatures des plénipotentiaires.)

(Voir page 61 ci-dessus.)

---

NB. Le 10 juillet 1901, les instruments de ratification des Etats contractants ont été remis par leurs plénipotentiaires au Ministre français des affaires étrangères et déposés dans les archives du Ministère, à Paris.

Conformément à l'article 4 de la Convention, celle-ci entre en vigueur le 10 octobre 1901.

---